



PARIS le 8 novembre 2017

COMMUNIQUÉ COMMUN

LE 16 NOVEMBRE A LA DGFIP TOUS ET TOUTES EN GRÈVE

Le gouvernement poursuit aujourd'hui son entreprise de destruction des acquis des droits des salariés. Dans le secteur privé, ce sont les ordonnances Loi travail, pour la sécurité sociale c'est la transformation de son financement à travers le transfert cotisations sociales CSG.

Quant au service public, c'est une nouvelle cure d'amaigrissement sans commune mesure avec les précédentes... et donc des milliers de suppressions d'emplois, des fermetures de structures toujours plus nombreuses... sans oublier les conséquences matérielles pour chacun d'entre nous : pouvoir d'achat en berne, possibilités de promotions toujours plus réduites. C'est notre quotidien en tant que fonctionnaires et agents des finances publiques.

Car à la DGFIP, c'est bien cela qui nous attend... En 2017, nous subirons 1600 suppressions d'emplois soit le chiffre global de la fonction publique d'état, en 2018 ce sera pire ! Dès à présent, c'est l'ASR qui déstructure toujours plus notre réseau, dès à présent ce sont des conditions de vie dégradées, dès à présent ce sont des attaques sur nos règles de gestions, dès à présent, c'est une Direction Générale qui passe en force sur tous les sujets sans écouter les personnels et leurs représentants.

Pour la CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP, il est aujourd'hui important de se mobiliser pour faire entendre nos revendications au gouvernement.

Pour cela, elles ont décidé de s'inscrire pleinement dans la journée de mobilisation interprofessionnelle du 16 novembre à l'appel de la CGT, de FO et de Solidaires.

Toutes et tous en grève le 16 novembre pour :

- **l'augmentation de la valeur du point d'indice et refuser tous les systèmes de rémunérations au mérite, aujourd'hui le RIFSEEP ;**
- **imposer une compensation pérenne de l'augmentation de la CSG accompagnée d'une augmentation de notre pouvoir d'achat ;**
- **empêcher le rétablissement du jour de carence ;**
- **défendre le service public et les missions de la DGFIP ;**
- **exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations ;**
- **protéger notre statut garantie d'un traitement égalitaire de chaque citoyen ;**
- **obtenir l'ouverture d'une véritable discussion pour améliorer nos règles de gestion**